

Nouvelles d'Espagne – Economie et Finances Edition spéciale Covid-19 – 07/05 au 11/05

NOUVELLES MESURES

Après la difficile approbation de la 4ème prorogation de l'état d'alerte, la 1ère vice-présidente du gouvernement, Carmen Calvo, n'écarte pas la possibilité d'une nouvelle demande dans les semaines à venir, au-delà du 24 mai.

Entrée d'une majorité des provinces espagnoles, soit 51% de la population, en « phase 1 » du déconfinement ce lundi 11 mai¹. Madrid et Barcelone, les villes les plus peuplées d'Espagne, demeurent en « phase 0 ». S'agissant des deux régions les plus touchées par la pandémie, la communauté autonome de Madrid voit sa proposition de passer en « phase 1 » refusée, du fait d'améliorations encore nécessaires s'agissant du système de détection des cas de Covid-19 par le système de soins primaires, tandis que le plan catalan, qui prévoyait un passage en phase 1 limité à 3 « zones sanitaires » (Tarragone et deux zones pyrénéennes), est approuvé.

La Communauté de Madrid a annoncé la mise place d'un plan de soutien pour les indépendants et les entreprises du secteur hôtelier et de la restauration affectés par la crise du Covid-19, à travers de prêts à conditions favorables d'un montant pouvant s'élever jusqu'à 40 000 € par bénéficiaire. Par ailleurs, tous ses habitants pourront récupérer gratuitement des masques dans le réseau de pharmacies de la Communauté à partir du lundi 11 mai, sur présentation de leur carte de santé. Les 600 000 habitants ne disposant pas de carte dans la région pourront présenter leur carte nationale d'identité.

La Commission parlementaire de Reconstruction économique et sociale a commencé ses activités le 7 mai et a élu Patxi López (PSOE) comme président. Ce dernier a convoqué une première réunion dans la semaine afin d'approuver un plan de travail, avec la participation des 46 membres. La durée des travaux de la Commission est prévue pour 2 mois, prolongeable.

Le gouvernement a indiqué avoir négocié avec les partenaires sociaux (associations patronales CEOE et CEPYME et les syndicats CCOO et UGT) les modalités de prolongation du dispositif de chômage partiel pour motif de force majeure, jusqu'à la fin juin. Les modalités, qui devront être confirmées par décret, pourraient inclure l'interdiction pour les entreprises de distribuer des dividendes au cours de l'exercice correspondant à l'application du dispositif (sauf si elles versent à la Sécurité sociale les cotisations dont elles ont été exonérées) et la poursuite du versement des allocations de chômage partiel aux salariés jusqu'au 30 juin (au moins). Sont toutefois exclues celles des travailleurs saisonniers (contrats dits fixes-discontinus), qui seront versées jusqu'au 31 décembre.

ANALYSES MACROECONOMIQUES

DELOITTE

Deloitte prévoit une contraction d'entre 8 et 9 % de l'économie espagnole en 2020. Cette estimation est faite sur la base d'un scénario avec deux mois de confinement et deux ou trois mois supplémentaires de distanciation sociale stricte, qui permettrait une récupération à partir du T4 2020. Dans ce cadre, l'économie atteindrait une croissance située entre 4 et 5 % en 2021. Dans une situation plus adverse, la situation actuelle n'évoluant qu'avec la généralisation des vaccins et des traitements, la récupération économique ne commencerait qu'en 2021.

-

¹ La transition d'une phase à une autre se fonde sur deux critères sanitaires quantitatifs : disposer pour 10 000 habitants (ou avoir la capacité d'installer dans un délai de cinq jours maximum) de 1,5 à 2 lits de soins intensifs et de 37 à 49 lits pour les patients graves,; disposer des moyens nécessaires pour détecter la propagation du virus et isoler les nouveaux cas.



FUNCAS

Selon Funcas, l'économie espagnole ne retrouvera son niveau pré-crise sanitaire qu'en 2023. Selon le think tank espagnol, la récupération économique s'accompagnera d'une transformation sectorielle importante. Les trois priorités de l'Espagne pour minimiser l'impact de la pandémie seraient : (1) éviter les faillites en cascade des PME avec des mesures des liquidités et moratoires fiscaux, (2) limiter les licenciements avec la promotion du chômage technique et l'adaptation des journées de travail parmi d'autres formules pour soutenir le marché du travail et (3) promouvoir la demande publique.

BBVA Research

BBVA Research publie ses prévisions économiques régionales pour 2020 et 2021. Ces prévisions sont susceptibles d'évoluer compte tenu de la durée des restrictions pour chaque région, de leur impact sur l'activité et des mesures mises en place par les gouvernements régionaux pour atténuer la sévérité de la crise. Pour rappel, la prévision économique pour l'Espagne présentée par BBVA le 21/04 était de -8 % pour 2020 et de +5,7 % pour 2021. Le département économique de BBVA annonce que les lles Baléares (-17 %) et les Canaries (-13 %) seront les régions enregistrant les chutes les plus importantes du PIB en 2020, affichant ensuite les plus hauts taux de croissance pour 2021 (9,6 et 7,8 % respectivement), grâce à la reprise attendue du tourisme. Dans les régions Estrémadure, Castille-La Manche, Castille-et-Léon, La Rioja et la Communauté de Madrid, la baisse de l'activité économique a pu être contenue à ce stade grâce à l'agriculture, le secteur de l'alimentation, le secteur public et les services à haute valeur ajoutée, moins affectés par la crise. Par ailleurs, les marges de manœuvre budgétaires du Pays Basque et de Navarre ont permis la mise en place de politiques régionales plus ambitieuses que dans d'autres communautés autonomes, permettant également de faire face aux impacts négatifs de la crise sur l'activité économique.

Responsable de la publication : Shanti Bobin

Ambassade de France en Espagne Service Économique Régional C/ Marqués de la Ensenada, 10 28004 Madrid

<u>Rédigé par</u>: Anna Bejaoui, Alvaro Carranza, Alex Marañón, Aïnhoa San Martin, Axel Demenet

Abonnement/désabonnement: espagne@dgtresor.gouv.fr

Internet: www.tresor.economie.gouv.fr/

Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica



Copyright: Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées.

Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.